

Bombardier et Siemens finalisent leur rapprochement

Par François Remy

Publié le 21/07/2017 à 10:15



Les discussions pour la mise en commun des activités ferroviaires de Bombardier (Tor., BBD.B) et Siemens (Fra., SIE) sont sur le point de déboucher sur un accord.

Les négociations entre le géant allemand et le constructeur canadien à propos d'une mise en commun de leurs activités de construction et de signalisation de trains sont entrées en phase de finalisation, rapporte l'agence Reuters, citant des sources proches du dossier. Information que Siemens et Bombardier n'ont pas souhaité commenter.

Ce rapprochement élaboré en vue de mieux rivaliser avec les constructeurs chinois, dont la mastodonte CRRC, était **récemment valorisé à plus de 14 milliards \$.**

L'entente, qui donnerait naissance à deux coentreprises, l'une dédiée au matériel roulant et l'autre aux systèmes de signalisation, pourrait être **annoncée dès le mois prochain**, précise Reuters.

Le comité de direction de Siemens se penchera sur l'opération lors de sa réunion du 2 août, tandis que les dirigeants de Bombardier en débattront dès la semaine prochaine. Du côté de Montréal, on ne compte toutefois pas aborder le sujet lors de la présentation de ses résultats trimestriels le 28 juillet.

Quant à la répartition, Bombardier devrait prendre une **position majoritaire dans la division de matériel** roulant et Siemens gérerait en premier lieu la division de signalisation.

Vers 10h30, le titre de Bombardier ne s'appréciait que de 0,42% à 2,40\$(capitalisation boursière de 5,47G\$).

Restructuration en Allemagne

En Allemagne, Bombardier assemble des engins ferroviaires allant du métro urbain au train à grande vitesse. Et plus de la moitié de la production est exportée.

Il y a moins d'un mois, la filiale allemande de Bombardier, en situation difficile, avait annoncé vouloir supprimer un quart de ses effectifs d'ici 2020 dans le cadre d'un plan de repositionnement. La décision ne devait pas donner lieu à des licenciements secs,

700 personnes étant notamment en contrat d'intérim sur les 2200 travailleurs concernés.

La réorganisation de Bombardier prend sens à la lumière des derniers développements. Surtout que l'entreprise canadienne avait joint à cette restructuration un programme pluriannuel de 100M\$ d'investissements sur les sites de production allemands.

La société sous la houlette d'Alain Bellemare et sa consœur munichoise auraient offert des **garanties d'emploi** pour obtenir le soutien de la main-d'œuvre allemande, indique Reuters.

Défi réglementaire

Notons par ailleurs que l'accord n'impliquerait aucune transaction financière, selon Reuters.

La consolidation des activités ferroviaires dure depuis quelques années maintenant. L'industrie cherche à contrôler rigoureusement les coûts et les sociétés occidentales tentent de refroidir les ambitions d'expansion des acteurs chinois.

La masse critique des coentreprises risquerait toutefois d'éveiller l'attention des autorités de la concurrence en Europe. Ce qui amènerait Bombardier et Siemens à se délester de certains actifs.

Rappelons une fois de plus que Bombardier a complété l'an dernier la vente d'une participation de 30% de sa division ferroviaire à la **Caisse de dépôt et placement du Québec** (CDPQ) pour 1,5 milliard \$ US. La CDPQ aurait donc une sorte de droit de regard.